



Arrêté N° 012-2025 / DMSOI / SDDM

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime
et du domaine public fluvial de la rivière Langevin**

à l'AMPSJ, relative à un projet de pêche des bichiques
à la rivière Langevin, commune de Saint-Joseph, lieu-dit « L'Encoïn »

Le Préfet de La Réunion
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre National du mérite

- VU** le Code du domaine de l'État, et notamment l'[article A12](#) ;
- VU** le [Code de l'environnement et notamment ses articles, L.181-1 à L.181-31, L.211-1, L.214-1 à L.214-10, L.362-2, R.181-1 à R.181-56, R.214-1 à R.214-5](#) ;
- VU** le [Code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX](#) ;
- VU** le [Code général des propriétés des personnes publiques \(CGPPP\) et notamment les articles L.2122-1 et suivants, L.5121-1 et L.5121-2, R.2122-1 à R.2122-8, et R.2125-1 à R.2125-5](#) ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;
- VU** le [décret n° 73-428 du 27 mars 1973](#) relatif à la gestion des cours d'eau et à la police des eaux superficielles dans les départements d'Outre-Mer ;
- VU** le [décret du 31 octobre 2024 portant nomination de Monsieur Patrice LATRON](#), préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion ;
- VU** l'[arrêté préfectoral n° 06-4709/SG/DRCTCV](#) du 26 décembre 2006 relatif à l'identification et à la gestion du domaine public fluvial de l'État à La Réunion ;
- VU** l'[arrêté n° 2153 du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas LE BIANIC, directeur de la mer sud océan Indien](#) ;
- VU** la décision n° 428 du 06 novembre 2024 portant délégation et/ou subdélégation de signature au directeur adjoint de la DMSOI et au directeur, chefs de service, de mission et de centre de la DMSOI et à leurs adjoints ;
- VU** l'[arrêté préfectoral n°297 du 12 février 2025 portant réglementation de la baignade et de certaines activités nautiques dans la bande des 300 mètres à partir du littoral du département de La Réunion](#) ;
- VU** l'[arrêté préfectoral n°2021-2687/SG/SCOPP du 30 décembre 2021](#) réglementant la pêche des bichiques dans les eaux marines et fluviales de La Réunion ;
- VU** l'[arrêté préfectoral n°615/IM du 1^{er} juillet 1955](#) modifié fixant la limite de salure des eaux dans l'embouchure des rivières, ravines, canaux et étangs de La Réunion, modifié par l'arrêté n°2021-2616 du 17 décembre 2021 et par l'arrêté n°2022-1722 du 19 août 2022 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2025-720 portant prescriptions complémentaires à la déclaration du projet d'entretien de canaux de pêche aux bichiques dans la rivière LANGEVIN par l'AMPSI ;

Considérant la demande présentée par l'Association des Marins Pêcheurs de Saint-Joseph (AMPSJ) du 31 décembre 2024 ;

Considérant l'avis de l'office français de la biodiversité du 05 février 2025 ;

Considérant l'arrêté de procédure environnementale n° 2025-720 du 29 avril 2025 portant prescriptions complémentaires à la déclaration du projet d'entretien de canaux de pêche aux bichiques dans la rivière Langevin par l'Association des Marins Pêcheurs de Saint-Joseph (AMPSJ)

Considérant l'avis de la direction régionale des finances publiques du 15 avril 2025 ;

Considérant la nécessité d'encadrer la pratique de la pêche traditionnelle aux bichiques à l'embouchure de l'Encoin de la rivière Langevin en accord avec la réglementation spécifique établie par l'arrêté n°2021-2687 du 30 décembre 2021 ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que la pratique de la pêche professionnelle à pied ou de loisir de bichiques se délimite dans une zone définie comprise entre la limite de salure des eaux (LSE) et la limite transversale de la mer (LTM), pour la rivière Langevin (l'Encoin), les deux limites sont confondues au niveau du cassé de l'embouchure et qu'il n'y a donc pas de pêche de bichiques de loisir possible dans la rivière Langevin ;

ARRÊTE

Article 1

L'association des Marins Pêcheurs de Saint-Joseph (AMPSJ), représentée par son président, Monsieur Vincent BUREL, et désignée ci-après par le terme de bénéficiaire dont l'adresse est 25, rue du Souffleur Langevin – 97480 Saint-Joseph, est autorisée à aménager et exploiter dans l'exercice de la pêche professionnelle ou de loisir de bichiques à l'embouchure de la rivière Langevin, uniquement sur le site appelé « L'Encoin », sur la commune de Saint-Joseph .

Le projet de pêche couvre une surface 90 m² au niveau de l'Encoin et 60 m² de zone de merlon en blocs et galet, soit un total d'environ 150 m².

Aménagement d'un maximum de 6 canaux d'embouchure, dont :

- 1 canal libre conforme en tout temps, portant le numéro 5
- Jusqu'à un maximum de 5 canaux de pêche de loisir et/ou professionnel (n° 1, 2, 3, 4, 6).

Aménagement d'une déviation du cours d'eau :

- réalisation d'une diguette en blocs et galets de la rivière pour diriger une part du débit (moins de 50% du débit total)

La liste des pêcheurs professionnels et loisirs, adhérents à l'association est précisée en **annexe 1**.

Le schéma de la zone de pêche est présenté en **annexe 2** ainsi que le plan des canaux en **annexe 3**.

Le bénéficiaire est tenu de respecter les dispositions et engagements annoncés dans son dossier, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La zone de pêche sera positionnée selon les coordonnées géographiques (WGS 84) suivantes :

APPELLATION	LATITUDE (°)	LONGITUDE (°)
1	21°23,143 S	55°38,651 E
2	21°23,143 S	55°38,655 E
3	21°23,147 S	55°38,657 E
4	21°23,150 S	55°38,651 E

Article 2

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité à la première réquisition de l'administration.

Le bénéficiaire devra jouir personnellement de son occupation. Toute cession et toute sous-location sont interdites. Le bénéficiaire, sous sa seule et entière responsabilité, est autorisé à sous-traiter les travaux.

La présente autorisation n'est pas constitutive de droits réels au sens des articles L.2122-6 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 3

L'autorisation est accordée à compter **de la date de signature du présent arrêté sur une période de cinq ans**. Elle cessera de plein droit si elle n'a pas été renouvelée avant cette date.

Toute demande de renouvellement doit parvenir à la direction de la mer sud océan Indien deux mois au moins avant la date d'échéance.

Le renouvellement sera lié au respect des conditions particulières prévues à l'article 4.

Article 4

L'autorisation est accordée au bénéficiaire, à charge pour lui de se conformer aux prescriptions des textes visés ci-dessus ainsi qu'aux conditions particulières suivantes :

- un état initial doit être réalisé notamment la description des paramètres biologiques (végétation aquatique, macro invertébrés benthiques, ichtyofaune) ;
- les déclarations de captures annuelles doivent faire état du stock des bichiques ;
- aucun plastique, big bag ou fer ne doivent être utilisés pour la construction des canaux ;
- le bénéficiaire est autorisé sur l'emprise de l'AOT à réaliser un entretien léger des aménagements y compris en période de fermeture de la pêche. Cet entretien consiste à maintenir le gabarit et à limiter l'envahissement des canaux par la végétation. L'intégralité des opérations se réalisent à la main ou avec de petits outils manuels. Les travaux consistent en le creusement manuel des canaux de part et d'autre du canal libre. Les travaux ne doivent pas créer d'érosion progressive ou régressive ni de perturbation de l'écoulement. Les matériaux extraits sont régalez sur place afin de ne pas générer de surélévation ou d'abaissement de la cote du terrain naturel de plus de 1 mètre. Les opérations générant des matières en suspension sont stoppées dès qu'un panache apparaît dans le milieu naturel à une distance supérieure ou égale à 5 m de la zone des travaux. Les travaux peuvent redémarrer dès lors que le panache a disparu ou reste limité à la zone proche des travaux (inférieur à 5 m de la zone de chantier). L'ensemble des matériaux mobilisés restent sur place. Aucun matériau ne peut être évacué à l'extérieur du site, ni donné, ni vendu. Tous les déchets (plastiques, ferrailles) présents sur site sont retirés lors des interventions et évacués vers les filières adaptées ;
- l'AMPSJ s'engage, à neutraliser sa déviation du cours vers l'Encoir en cas d'étiage sévère. L'AMPSJ propose que la qualification d'étiage sévère doit être établie sur la base de la publication d'un arrêté sécheresse d'un niveau "alerte renforcée" sur la rivière Langevin ;
- la mise en place d'une période de « quiétude » de 1 mois du 1^{er} juin au 30 juin de chaque année, période sans entretien, est nécessaire ;
- Afin de s'assurer que la rangée de canaux en mer ne constitue pas un obstacle à la continuité écologique en situation de pêche, le canal 5 est le canal libre de toute pêche. Il doit être installé et entretenu à la main par l'AMPSJ avant toute action de pêche. Si le canal 5 n'est pas en eau ou à un débit inférieur à un autre canal de pêche, alors c'est un autre canal alimenté en eau et connecté à l'océan qui doit être désigné comme canal libre. En cas de sécheresse, le canal libre

reste le dernier canal en eau avant un éventuel assec. Quelles que soient les circonstances, le canal libre a un débit supérieur ou égal à celui de chaque canal de pêche. La largeur du canal libre est toujours supérieure à celle du canal le plus large. Le canal libre et les canaux de pêche respectent la disposition indiquée dans les schémas en **annexe 3**. Le canal libre est strictement interdit de pêche, quelles que soient les espèces ciblées, le mode de pêche, ou le type de pêcheur. Il est créé et entretenu par le bénéficiaire en parallèle des canaux de pêche. Avant toute action de pêche, le canal libre est identifié à ses extrémités amont et aval par des taches de couleur rouge apposées par le bénéficiaire sur des galets de taille suffisante pour résister à une crue de faible ampleur. Au début de chaque session de pêche, la répartition des débits entre canaux de pêche et canal libre est réévaluée. Le bénéficiaire s'assure en permanence de la conformité de la largeur des canaux de pêche par rapport à la largeur du canal libre. Le cas échéant, les murets des canaux sont réajustés et mis en conformité avant toute opération de pêche. En cas de non-conformité du canal libre constatée sur le terrain, l'administration peut désigner un autre canal comme étant le canal libre si celui proposé ne correspond pas aux critères exigés. Dans ce cas, la pêche est interrompue et le nouveau canal libre est mis en service immédiatement. La pêche ne peut reprendre dans les autres canaux qu'une fois la mise en conformité de la situation effective ;

- le bénéficiaire prend à sa charge la maintenance du dispositif ;
- le bénéficiaire prend à sa charge la remise en état du site en cas de démantèlement ;
- le bénéficiaire doit réaliser chaque année une opération d'évacuation des déchets présents sur le site de pêche, y compris les déchets qui ne relèvent pas directement de son activité ; cette opération s'accompagne d'une campagne de sensibilisation à l'environnement et à la préservation de la rivière à destination d'écoliers ou du grand public. L'opération fait l'objet d'une information du service de police de l'eau et de la DMSOI 15 jours avant et d'un rapport d'exécution succinct transmis au service en charge de la police de l'eau et la DMSOI au plus tard 15 jours après ;
- le canal libre et les canaux de pêche respectent la disposition indiquée en annexe. Toute modification ultérieure de cet état initial en cours de saison fait l'objet d'une information du service de police de l'eau et de la DMSOI 15 jours avant et d'un rapport d'exécution succinct transmis au service en charge de la police de l'eau et la DMSOI au plus tard 15 jours après ;
- les adhérents de l'association sont invités à engager les démarches nécessaires auprès de la DMSOI afin d'obtenir les permis de pêche à pied professionnelle et afin de déclarer leurs engins (voues et gonis) ;
- une vigilance particulière devra être portée par rapport au risque requin et aux conditions qui pourraient être de nature à accroître ce risque (luminosité, turbidité de l'eau, précipitations, ...).

Article 5

Le bénéficiaire est tenu de surveiller les conditions météorologiques et les risques de crues et de fortes houles, afin d'interdire l'accès au cordon de l'embouchure en cas de danger. Notamment, le pétitionnaire se tient informé, auprès des services de Météo France, des risques de fortes pluies sur le secteur du Bassin Bleu versant du cordon de l'embouchure de la rivière Langevin.

En cas de risques de fortes pluies et de fortes houles, le pétitionnaire fait immédiatement arrêter toute activité et évacuer les personnes présentes sur le cordon de l'embouchure.

Article 6

L'utilisation de voues et gonis est permise sur cette station du fait de l'absence de possibilité de pêche en partie fluviale.

Article 7

Le bénéficiaire s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour permettre le contrôle de la

présente autorisation par les différents services de l'État.

La DMSOI est tenue informée du calendrier d'exécution des opérations et notamment de la date de démarrage de tous travaux ou interventions sur les aménagements du bénéficiaire. Elle est conviée à une visite technique des ouvrages pour vérifier leur conformité au dossier avant réception du chantier. À l'issue des travaux, un plan de récolement des travaux assorti de photographies des aménagements est transmis à la DMSOI.

Le bénéficiaire devra souscrire un contrat d'assurance conforme à la réglementation en vigueur.

Le bénéficiaire a, à sa charge, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers en raison de la présence de ce dispositif, objet de l'autorisation.

Le bénéficiaire reste seul responsable :

- *des conséquences de l'occupation ;*
- *des accidents ou dommages qui pourraient résulter de la présence et de l'exploitation du dispositif ;*
- *du déroulement, de la surveillance et de la sécurité lors de l'installation.*

Le bénéficiaire est tenu de se conformer en tout temps :

- *aux ordres que les agents de l'administration lui donneront notamment dans l'intérêt de la sécurité et de la circulation maritime ;*
- *aux lois, règlements et règles existants ou à intervenir, en obtenant notamment les autorisations qui y sont exigées ;*
- *aux prescriptions relatives à la lutte contre les risques de pollutions et de nuisances de toutes sortes pouvant résulter non seulement de l'exécution des travaux mais aussi de l'exploitation de ce dispositif.*

Le bénéficiaire devra prendre toutes les mesures :

- *afin qu'aucun dégât, ni risque potentiel ne soit occasionné au domaine public maritime. Si une dégradation intervenait, le bénéficiaire devra y remédier immédiatement, à ses frais et conformément aux instructions qui pourraient lui être données par la direction de la mer sud océan Indien.*

Article 8

En cas d'absence de renouvellement, en cas de révocation ou de résiliation de l'autorisation telles que prévues aux articles 3, 9 et 10, le bénéficiaire devra remettre les lieux en leur état initial.

Toute trace d'occupation et d'installation diverses devra être enlevée, qu'elle soit du fait ou non du bénéficiaire.

Faute pour la bénéficiaire d'y pourvoir, il y sera procédé d'office et à ses frais par l'État, après mise en demeure restée sans effet, après procédure de contravention de grande voirie.

Le titulaire de l'autorisation demeure responsable de l'installation jusqu'à la remise en état du site.

Article 9

L'autorisation est accordée sans aucun engagement de l'État.

En aucun cas, la responsabilité de l'État ne peut être recherchée par le bénéficiaire, pour quelque cause que ce soit, en cas de dommages causés à lui-même, à des tiers, à ses installations ou de gêne apportée à leur exploitation par des tiers, notamment en cas de pollution.

Le bénéficiaire n'est fondé à élever aucune réclamation dans le cas où l'établissement et l'exploitation d'autres ouvrages seraient autorisés à proximité de ceux faisant l'objet de la présente autorisation.

Article 10

L'autorisation peut être révoquée par l'État, sans indemnisation, sans préjudice s'il y a lieu, d'éventuelles poursuites pour délit de grande voirie, un mois après une mise en demeure par simple lettre recommandée restée sans effet notamment :

- *en cas de non-respect des conditions fixées dans cet arrêté,*
- *en cas de changement des éléments mentionnés à l'article 1,*
- *en cas d'usage de l'autorisation à des fins autres que celle pour lesquelles elle a été accordée,*
- *en cas d'absence d'entretien par le bénéficiaire,*
- *en cas de cession partielle ou totale de celle-ci.*

En cas de révocation, les dispositions de l'article 7 s'appliquent.

Le non-respect de la réglementation, spécifique à la pêche des bichiques et des dispositions du présent arrêté, pourra entraîner l'interdiction temporaire ou définitive de la pêche pour les pêcheurs concernés.

Article 11

L'autorisation peut également prendre fin :

- *par renonciation de l'occupant ;*
- *par retrait ou résiliation de l'autorisation par l'État pour motif d'intérêt général.*

En cas de résiliation, les dispositions de l'article 7 s'appliquent.

Article 12

Conformément aux dispositions de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, le titulaire devra s'acquitter d'une redevance constituée d'une part fixe pour la première année de **35 (trente cinq) euros**.

Article 13

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 14

Le présent acte peut être contesté par le bénéficiaire ou toute personne ayant un intérêt à agir dans les deux mois qui suivent la date de sa notification :

- *par recours gracieux auprès du préfet ou par recours hiérarchique adressé au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer. L'absence de réponse dans un délai de deux mois constitue une décision implicite de rejet susceptible d'être déférée au tribunal administratif dans les deux mois ;*
- *par recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté, conformément aux articles R421-1 et suivants du code de justice administrative.*

Article 15

L'original de l'autorisation sera adressé par courriel au bénéficiaire par les soins du directeur de la mer sud océan Indien.


La copie sera retournée par courriel à cette direction par le bénéficiaire, après que celui-ci en ait accusé réception en portant la date et en apposant sa signature à l'endroit prévu ci-dessous.

Article 16

Le directeur de la mer sud océan Indien, le directeur régional des finances publiques sont chargés de l'exécution de la présente autorisation.

Le Port, le 07/05/2025

Pour le préfet et par délégation,
le directeur adjoint de la mer sud océan Indien


Yves VINCENT
Directeur adjoint - DM SOI



La présente autorisation a été notifiée le :

Signature du bénéficiaire

Destinataire : Association « AMPSJ »

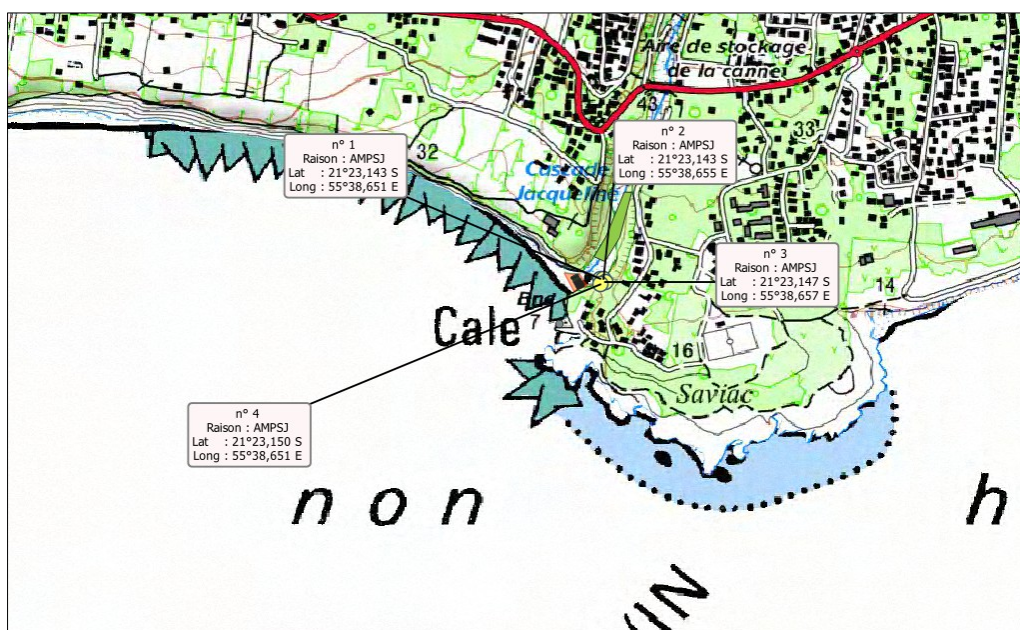
Copies :

- Préfecture de La Réunion (DRCTCV – Bureau de l'environnement),
- Direction Régionale des Finances Publiques (DRFIP Service du Domaine),
- DGAEM,
- DEAL (SEB PEMA),
- DEAL (SEB UPEI)
- OFB (Office Français de la Biodiversité)
- DMSOI (CROSS Réunion, SAMC),
- SHOM

Annexe 1
Liste des pêcheurs AMPSJ

Canal	Type de pêche à pied	Longueur max	Largeur moyenne	Superficie
Canal pêche n°1 Rive droite Ethève François	Loisir	6 m	1 m	6 m ²
Canal pêche n°2 Burel Vincent	Professionnel	6 m	1 m	6 m ²
Canal pêche n°3 Vienne Stéphane	Professionnel	6 m	1 m	6 m ²
Canal pêche n°4 Grondin Jean François	Loisir	6 m	1 m	6 m ²
Canal n°5	Canal libre	8 m	2 m	16 m ²
Canal pêche n°6 Rive gauche Payet Rémi	Loisir	6 m	1 m	6 m ²
Superficie maximale des 5 canaux de pêche				30 m ²
Superficie maximale du canal de reproduction				16 m ²

Annexe 2
Carte marine de la zone de pêche



Annexe 3
Vues des 6 canaux de l'embouchure de la rivière Langevin

